

Numéro 20

Année 2025



Association Lol 1901

TAM TAM TAM

KEUR D'AFRIQUE
10 CHEMIN DES TROIS COMMUNES
42110 PONCINS



Courriel :
assokeurdafrique@gmail.com

Site :
www.keurdafrique.org

Edito ...

« L'instabilité s'impose comme le régime normal de l'époque dans tous les ordres. Mais par là, la continuité, la durée, le tempérament, la sérénité deviennent, dans cet univers en transformation furieuse, des valeurs du plus haut prix. »

Regards sur le monde actuel 1931 Paul Valéry



Eric Viricel, Président

Nous voici déjà de plain-pied en 2025. Une année qui questionne, tant l'actualité est riche d'événements et d'informations délivrant de nombreuses incertitudes.

Loin de cette agitation, pour Keur d'Afrique, l'objectif de cette nouvelle année sera de s'ancrer dans la stabilité en restant fidèle aux valeurs qui ont permis à l'association de se construire au cours des 20 dernières années : sérieux, écoute, fraternité, convivialité, imagination.

Dans ce nouveau TamTamTam, il est important pour nous de revenir sur la sérénité qui a marqué la fête des 20 ans de notre association en juillet dernier. En particulier grâce à la brillante intervention de Marie-Thérèse Sene qui nous a permis de mesurer l'impact et la justesse de nos actions auprès des femmes sénégalaises avec, entre autres, la mise en place de ces jardins maraîchers.

Les projets que nous avons menés ont répondu jusque-là aux attentes des populations, et nous ferons tout pour que ceci perdure.

L'œil averti de Dominique Sene nous aide à comprendre et accompagner les évolutions en cours au Sénégal, notamment climatiques, et

nos efforts vont continuer à se porter sur : les adductions d'eau, les jardins maraîchers, la restauration, le développement de la riziculture, l'apiculture....

Notre budget 2025 est de 28 000 €, dans les pas du précédent.

Pour le réaliser, nous devons reconduire les animations habituelles (pièces de théâtre, concerts, bourse des couturières...), et également rencontrer nos fidèles partenaires et mécènes, les solliciter et... en trouver d'autres.

Je remercie d'avance nos fidèles adhérents et sympathisants qui sauront une fois de plus relever ces défis.

Je remercie nos mécènes et les institutions qui nous font confiance, leur générosité nous permet chaque jour d'espérer apporter un plus grand soutien aux populations du Sénégal.

Pour résumer nous aurons besoin de toutes nos forces vives pour aller encore de l'avant et poursuivre notre belle aventure.

Nous comptons sur vous et encore un grand merci à tous.

Bien amicalement





TAM TAM TAM

Bilan des actions 2024...

Dans le domaine de la culture

1 - Renforcement des jardins

Participation au renforcement des jardins existants : clôtures, puits, petits matériel.

Coût : 4 000 €

2 - Reboisement

Plantation de 30 000 arbres d'essences diverses indigènes.

Coût : 6 000 €

Total des actions 2024 = 29 800 €

Dans le domaine de l'eau

Adduction d'eau potable

Le projet visait à améliorer l'accès à l'eau potable en faveur des populations de trois villages. Il concerne environ 3 450 habitants, ceux du hameau de Thitar(village de Diohine), les villageois de Mème et ceux de Diouroup centre.

La longueur de l'adduction est de 1 671m avec 8 bornes fontaines mises en service.

A la réalisation du projet les populations des trois villages ciblés disposent couramment d'une eau potable à une distance raisonnable de moins de 100 m de leur concession (groupe de maisons d'une même famille).

Coût : 10 000 €

... Les projets pour 2025

Cultures

Création de jardins :

Sept nouveaux jardins sont prévus cette année :

Ngodjilem 2 avec un groupement de 27 femmes, Ndoffane Ngodane : 28 femmes, Tag Diam : 43 femmes, Ndaïry : 10 hommes et 20 femmes, Ndoffane Latyr : 6 hommes et 17 femmes, Godel : 30 femmes, Dioral : 7 hommes et 16 femmes.

Coût : 7 000 €

Riziculture

Cette somme correspond à la prestation de travail du sol et à la plantation des rizières.

Coût : 5 000 €

Reboisement

Plantations de 30 000 arbres pour continuer la reforestation des zones soudano-sahéliennes.

Coût : 6 000 €

Adductions d'eau

Adduction d'eau potable

Ndang 2, Ndang-Ngodjilem, Mbetite, Mbacko Mbane, Nene Kore. Soit 1 235 mètres linéaires d'adductions.

Coût : 9 000 €

3 - Riziculture

Achat d'un moteur italien de qualité pour remplacer le premier moteur défectueux chinois qui équipait la batteuse et la décor-tiqueuse à riz. Le moteur est amovible et sert pour les deux machines.

Coût : 2 000 €

Mise en culture de plus de 100 ha avec le riz sahel 501 qui se cultive dans des bas-fonds, immergé.

La préparation de ces sols argileux implique l'utilisation d'un tracteur équipé d'un déchaumeur à disques.

Mise en culture en parallèle avec quelques paysans de la variété riz plateau à titre d'essai. Ce riz ne nécessite pas d'être immergé, il se cultive sur des sols plats, classiques, il se sème avec le cheval et le semoir.

Cette seconde variété réclame moins de préparation des sols et moins d'eau, ce qui justifie cet essai vu les conditions climatiques futures. L'expérimentation est prometteuse et sera donc développée.

Coût : 7 000 €

Dans le domaine de la santé

Dispensaire

Soutien au dispensaire avec l'achat de médicaments antipaludéens, antalgiques et antibiotiques.

Coût : 800 €

Cette page a été réalisée par André VIAL

Apiculture

Cette activité est relancée car nous avons pu trouver une association de producteurs apicoles près des jardins à Niakhar. Ceux-ci ont une expertise locale. Ils assurent l'installation des ruches dans les périmètres maraîchers, la formation des apiculteurs volontaires et un suivi des projets. Les difficultés rencontrées auparavant étaient le manque de formation des membres des jardins, l'existence d'un seul formateur apicole pour y remédier et son éloignement pour suivre les projets.

60 ruches ont été fabriquées par des artisans locaux et sont en cours de répartition sur les jardins (Sobeme 7 ruches, Rof-fangue 6, Nieless 5, Ndioudoune 8, Tataguine Sérère 10, Loul Ndoundour 10, Loul Sessene 5, Ndaïry 9).

Coût : 500 €

Total des projets 2025 = 28 000 €

Santé

Dispensaire de Bicole et case de santé de Songhorma

Achat de médicaments en saison des pluies pour assurer une meilleure couverture du paludisme.

Coût : 500 €



Zoom sur les pratiques agricoles et leurs enjeux dans les jardins maraîchers

par Anne DEVUN

Au cours des dernières semaines, nous sommes nombreux à avoir partagé avec enthousiasme des images de potagers luxuriants et des comptes-rendus d'activité tous salués par des commentaires admiratifs.

Tous les « jardiniers », amateurs pour la plupart, et tous les adhérents au fait des conditions environnementales dans la région de Bicole sont impressionnés par ces bons résultats.

Afin de pérenniser la production maraîchère et de la développer tentons d'identifier les facteurs de ces succès.

Nous en comptons trois principaux : **l'investissement humain, les pratiques agricoles vertueuses et l'amélioration des sols, l'accès à l'eau et sa gestion.**

L'investissement humain...

Les jardins, ce sont 2020 femmes autogérées soutenues par quatre techniciens et Dominique SENE.

Nous sommes témoins de leurs engagements, de leur ténacité, de leurs efficacité et compétences (cf publication de Marie-Thérèse Daba SENE, voir en page 4).



Productions maraîchères obtenues en agro-écologie

Les pratiques agricoles vertueuses et l'amélioration des sols...

Nous disposons, pour apprécier la nature des sols et leur évolution, essentiellement d'observations de terrain en raison du coût élevé des analyses. Il apparaît que les sols étudiés tirent bénéfices à ce jour de tous les soins et amendements humiques (matières organiques) reçus régulièrement.

Le potentiel de fertilité d'un sol repose sur le bon état de son complexe organo-minéral, et implique donc la régulation des flux de matières organiques, l'entretien d'un taux d'humus stable (effet engrais) et l'entretien de l'activité microbienne (effet structurant).

Pour ce faire, tous les périmètres disposent d'une « aire de compostage » alimentée par les apports réguliers de chaque adhérente. Dans les jardins où les lopins sont individualisés, chaque maraîchère profite du bénéfice de ses pratiques personnelles sur le temps long (plusieurs saisons), ce qui génère puis entretient une dynamique de pratiques vertueuses.

Les apports de matières organiques sont constitués de déchets verts et de fumier animal. Le fumier provient des élevages traditionnels familiaux (ovins, caprins, volailles, plus marginalement de bovins).

Les quantités sont suffisantes en rapport aux surfaces cultivées. L'élevage, dans les zones qui nous concernent, reste

plutôt une activité domestique extensive améliorant partiellement l'alimentation quotidienne et répondant, surtout pour les bovins, à des traditions de socialisation. Il y a peu de stabulations d'animaux, le bétail se contente souvent de glaner des sous produits dans son environnement.

L'entretien de « troupeaux » nécessite, sous ces climats, de constituer des stocks de fourrages pour réguler les apports alimentaires au cours des saisons, ce qui reste une pratique limitée, à laquelle l'évolution climatique, l'organisation des travaux agricoles et les pratiques locales ne semblent pas réserver une intensification significative à l'avenir.

Un regard global sur les pratiques d'élevage intensives, suivant le modèle des zones tempérées, amène aujourd'hui à les considérer comme trop coûteuses, d'un point de vue énergétique et environnemental. Plusieurs tentatives ont été soutenues dans les 25 dernières années sans réels succès.

Enfin, pour ce qui est de l'eau, facteur déterminant dans les échanges vitaux, sol/sol, sol/plante et plante/plante, chaque jardin en est approvisionné par des puits ou forages. L'arrosage apparaît très bien maîtrisé, la production en témoigne.

Un risque à maîtriser cependant...

Aujourd'hui, on déplore sur plusieurs périmètres maraîchers ou forestiers de la zone, des difficultés liées à la salinisation des sols. Le développement des cultures en est affecté avec des symptômes de chlorose, puis brûlures observées sur les feuilles. Ainsi, la croissance végétale est ralentie, le système racinaire s'implante mal, la fructification est réduite et la récolte compromise. On observe dans certaines zones une pellicule blanche à la surface du sol et la mort de la végétation pérenne. Il est également important de noter que le riz est actuellement tenu comme la plus sensible des céréales cultivées aux effets de la salinisation... Ces constatations ne peuvent qu'amener à faire de la **lutte contre la salinisation une priorité** pour le maintien et le développement des pratiques agro écologiques et maraîchères dans cette région. Cela doit passer par la recherche de variétés moins sensibles au niveau des plantes, la construction de barrages anti-sel peut-être aussi par l'évolution de certaines pratiques en fonction des avancées de la recherche dans le domaine...

En conclusion, **pour protéger les hommes protégeons les sols qui les nourrissent** ; les peuplements humains dépendent de leurs capacités à maintenir leurs sols vivants faute de quoi, ils seront abandonnés à la désertification.



Tannes, terres salinisées



TAM TAM TAM



Le Maraîchage « 20 ans après »

Les jardins maraîchers, fleurons de nos actions au Sénégal, sont nés de la volonté d'un agriculteur ligérien de soutenir ses semblables sénégalais. Vingt ans plus tard, c'est une belle réussite, ces jardins fonctionnent activement, ils ont transformé la vie des populations locales, le paysage et sont l'objet d'études.

Ainsi Marie-Thérèse Daba Sene, doctorante en sociologie, s'est appuyée sur le modèle des jardins financés par Keur d'Afrique pour enrichir sa thèse intitulée « La place des femmes dans le maraîchage agroécologique au Sénégal : dynamique de genre et d'autonomisation dans la région de Fatick ». Voici un résumé de ses conclusions.



Marie-Thérèse Daba Sene

Deux modèles de jardins

L'appellation regroupe un ensemble de plusieurs activités, le maraîchage, la riziculture, l'arboriculture fruitière, l'arboriculture de reboisement. Ces jardins existent grâce à la volonté et au partenariat de «Trois mousquetaires» que sont, Keur d'Afrique qui apporte son soutien financier pour la création et les gros investissements, Caritas qui facilite l'accès collectif à la terre, qui fournit un soutien logistique, technique tout au long des projets (formation, commercialisation) et les populations locales qui réalisent et travaillent ses jardins. Les acteurs de ces espaces maraîchers sont des groupements féminins d'une moyenne de trente femmes par structure, à majorité de confession musulmane avec un faible niveau d'étude.

Deux modèles d'exploitation de ces jardins sont en fonction.

Le premier modèle mis en place tourne avec une exploitation collective du jardin et des règles strictes: il est ouvert au travail de 6 h 30 à 9 h et de 16 h à 18 h environ. L'organisation du travail est fixée, les aînées puisent l'eau, les jeunes transportent l'eau et arrosent. Un système d'amendes régit les absences et les retards. Un nombre de jours de congés est prévu.

Cette organisation présente l'avantage de partager les coûts, de les réduire individuellement et d'augmenter la capacité de production. On peut observer un renforcement de la solidarité, une mutualisation des connaissances et des expériences ainsi qu'un renforcement de la voix collective lors des prises de décisions.

Les inconvénients repérés tiennent aux conflits lors des prises de décisions, aux tensions lors de la répartition des bénéfices. La charge de travail est inégale et il est difficile de mettre en place des pratiques équitables pour tous, les besoins étant très divers en fonction de l'âge, des responsabilités familiales etc...

Ce système est devenu minoritaire au fil du temps, seuls trois espaces continuent sur ce modèle.

Le second modèle, qui a supplanté le premier, est un système d'exploitation de

micro-parcelles individuelles de 100 à 150 m² à l'intérieur du périmètre maraîcher. On peut cultiver de 6 h à 18 h selon l'organisation propre à chaque individu.

Ce fonctionnement à l'avantage d'être plus flexible pour l'organisation du travail, de générer de meilleurs revenus individuels. Il est source de moins de conflits et d'une compétitivité positive entre les membres. L'inconvénient principal est la faible superficie pour une exploitation individuelle.

«Mon travail, mon argent»

Avec mes revenus, en plus de satisfaire mes besoins personnels et d'avoir l'argent pour faire mes cotisations lors des cérémonies, je paie la scolarisation de mes enfants, leurs fournitures et s'ils tombent malades, j'ai l'argent pour les amener au poste de santé. Avec mes revenus (200.000FCFA/304.90€) de 2017, j'ai payé tous les frais universitaires de ma fille (...), en 2018 j'ai pu installer un robinet chez moi (...) et l'année prochaine avec mes revenus je prévois d'installer l'électricité et d'acheter un frigo. (Témoignage recueilli le 24/10/2021)

Le quotidien transformé

Les pratiques ont évolué en vingt ans, mais les apports de ces espaces maraîchers sont indéniables quel que soit le modèle de fonctionnement.

Les femmes ont vu évoluer leur vie quotidienne ainsi que celle de leur foyer. Elles contribuent à l'économie des ménages avec la fourniture des fruits et légumes et les bénéfices réalisés lors de la commercialisation des légumes.

Elles acquièrent ainsi une capacité de négociation au sein des couples, pour le réaménagement du temps consacré aux tâches ménagères, pour une plus grande liberté de mouvement avec une augmentation du temps passé aux jardins, pour une participation à des formations, pour une délégation des tâches ménagères.

Les hommes acceptent les activités féminines, ils acceptent le soutien économique des femmes dans les ménages (scolarisation des enfants, fournitures

scolaires, frais de santé...), cela diminue les tensions qui pouvaient exister dues aux dépenses ménagères.

Des figures masculines (mari, fils, neveu...) peuvent maintenant apporter leur soutien aux femmes pour faciliter l'accès à la terre, aider aux financements, aider aux arrosages, aux récoltes, à la commercialisation...

Les aînées déchargées des obligations domestiques ont pu prendre des responsabilités dans les groupements des jardins (1/3 des effectifs) malgré leur faible niveau d'instruction. Elles atteignent une autonomie financière, une position au sein de la communauté et une visibilité nationale. Elles contribuent ainsi au développement communautaire et participent politiquement dans les comités de gestion, les conseils municipaux.

Les défis à relever

Malgré les progrès réalisés, les jeunes femmes se heurtent à d'importants obstacles : position dans les groupements, accès restreint aux ressources productives et lourdes responsabilités domestiques. Leurs stratégies – microfinance – à risque, épargne communautaire ou engagement politique – peinent souvent à assurer une autonomie financière et sociale durable.

Le problème de l'accès limité à l'eau reste très important dans certains jardins. L'accès collectif des femmes à la terre est une solution limitée, il est impératif d'explorer d'autres modèles qui permettent aux femmes d'accéder à des parcelles plus grandes individuellement, ou en coopératives restreintes, pour favoriser une réelle autonomie économique.

Les marchés locaux ne sont pas assez ouverts aux produits issus de pratiques agroécologiques. De plus, les produits issus de l'agriculture conventionnelle bénéficiant de soutiens sont plus compétitifs que les produits issus des pratiques agroécologiques (la majorité des légumes consommés dans la région de Fatick vient de la région des Niayes, entre Dakar et St Louis, région côtière).

Les jardinières déplorent le manque d'infrastructures de transformation et de conservation des légumes.